

Les lieux de mémoire

par
Thomas
Antonietti

Depuis la série de publications *Les lieux de mémoire*, dirigée par Pierre Nora, dans les années 80, c'est à un véritable concept théorique que l'idée des «lieux de mémoire» est associée. Ce concept s'inscrit pour l'essentiel dans «une histoire de représentations». Ces représentations se manifestent notamment dans des «lieux» tels que «fêtes, emblèmes, monuments, sanctuaires et commémorations, mais aussi éloges, dictionnaires, musées et

archives»¹. Je donnerai ici aux «lieux de mémoire» un sens plus étroit que ne le fait Pierre Nora. Et je me limiterai à des lieux et à des formes de la mémoire qui sont en relation directe avec les événements de 1790 et de 1798-99. Il faut compter au premier rang de ceux-ci les monuments officiels. Ils ont été, en règle générale, dressés à l'occasion d'anniversaires².

■
¹ Nora, 1984, p. VII.

² Pour le catalogue des monuments, bâtiments, installations ou objets qui ont joué un rôle dans la période de 1790 à 1815, voir 1798: *La révolution en Valais*, Musée cantonal d'histoire, Sion, 1998.

UNE GÉOGRAPHIE DE LA MÉMOIRE

Le centre de gravité de la distribution géographique des monuments officiels et des plaques commémoratives est clairement situé dans le Bas-Valais³:

En 1900, le sculpteur sédunois M. J. Spahr-Troillet réalise un buste en relief en plâtre du Gros-Bellet, d'après un portrait peint vers 1830.

En 1905, un petit monument en granit est érigé en souvenir de l'établissement des trappistes à Sembrancher.

En 1924, un monument est inauguré sur la place du village de Val-d'Illiez, en souvenir du Gros-Bellet. Il s'agit d'un buste dû au sculpteur Jean Casanova.

En 1940, une plaque commémorative est placée sur la maison de Pierre Guillot à Monthey. En 1968, la sculpture d'André Vassaux «Gros-Bellet et son cheval» est dressée devant le Château de Monthey.



Le buste du Gros-Bellet par Jean Casanova, inauguré le 15 août 1924 à Val-d'Illiez

(Photo : Musée cantonal d'histoire, Sion ; J.-Y. Glassey 1997)

En 1986, une oeuvre du sculpteur André Raboud est dévoilée sur la Place du Comte Vert à Monthey. Ce monument est censé rappeler à la fois l'indépendance de 1798 et les «franchises» accordées, en 1352, à la ville de Monthey par le Comte Amédée de Savoie.

En 1990, une plaque est apposée sur la façade du Château de Monthey pour marquer l'anniversaire de l'expulsion du Gouverneur Schiner par le Gros-Bellet.

En cette année 1998 enfin, une plaque commémorant le bicentenaire de l'indépendance a été inaugurée sur la Place du Parvis de Saint-Maurice.

Il faut souligner le fait qu'aucun monument ne fut érigé dans le Bas-Valais en 1898, lors des fêtes du centenaire organisées à Monthey et dans le Val de Bagnes. Tous les monuments et autres plaques qui, dans le Valais francophone, commémorent aujourd'hui les événements révolutionnaires, datent du XX^e siècle. Et c'est clairement la figure du Gros-Bellet, le héros de la liberté bas-valaisanne, qui est mise en vedette.

Tout aussi remarquable est la répartition géographique irrégulière des lieux de mémoire à l'intérieur du territoire cantonal. Le Haut-Valais n'abrite qu'un seul et unique monument rappelant cette époque – même s'il est très marquant – l'obélisque du Bois de Finges. (Nous aurons l'occasion d'y revenir). Du côté bas-valaisan, on compte donc huit monuments et plaques commémoratives, qui sont d'ailleurs concentrés sur trois sites: Monthey (qui abrite quatre lieux de mémoire), Val-d'Illiez et Saint-Maurice.

Les monuments sont inspirés par une histoire événementielle. Ils doivent être compris comme des signes de victoire. D'ailleurs aucun monument n'a été érigé en Valais en relation avec les événements de 1848.

Dans son livre intitulé *Non-lieux*, l'ethnologue français Marc Augé écrit que «sans l'illusion des monuments, l'histoire ne serait qu'une abstraction aux yeux des vivants»⁴. Dans les grandes lignes, nous pouvons nous ranger à l'avis

■
3 Je me réfère à la liste établie par MOULIN 1998, pp. 253-273.

4 Augé 1992.

d'Augé. Il faut toutefois élargir beaucoup la définition de la notion de « monument ». En effet : *L'histoire, ce ne sont pas que des relations structurelles et causales, mais aussi des images et des signes, des objets et des documents, des monuments et des rituels...*⁵.

LA MÉMOIRE MATÉRIALISÉE

Dans le cas de l'histoire de la Révolution en Valais, les monuments – au sens le plus étroit du terme – ne jouent qu'un rôle minime. D'autres phénomènes ont été plus pertinents, et bien plus importants pour l'image que l'on se fait de l'histoire dans l'ensemble de la population : le théâtre populaire et les cortèges officiels, les discours et les sermons prononcés lors des fêtes commémoratives, les manuels scolaires, les almanachs, les journaux et autres périodiques, ou encore, de façon plus générale, l'Eglise et l'école.

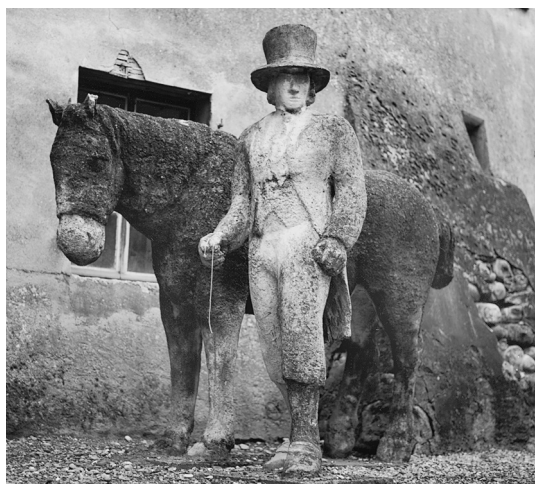
Et pourtant, la mémoire historique collective reste très étroitement associée à quelques sites concrets, qui sont en cela des « lieux de mémoire ». Cela a été démontré de façon exemplaire par l'ethnologue Werner Bellwald, dans le cas du Lötschental. Au cours des quinze dernières années, c'est-à-dire depuis 1980, Bellwald a pu localiser plus de soixante « cachettes » (*Fleekgruben*) qui ont un rapport avec le « temps des Français » (*die Franzosenzeit*) pour les habitants du Lötschental. A ces soixante cachettes (dans des maisons ou des grottes, dans des rochers ou des trous naturels) sont associés une quarantaine de motifs narratifs qui racontent des événements de 1798 et 1799. Ces récits traitent avant tout de biens précieux et de vivres qui furent soustraits au pillage des soldats français.

Selon Bellwald, une des raisons qui expliquent que ces événements soient restés gravés dans la mémoire orale de la vallée pendant une longue période est le fait que les souvenirs, y compris ce qu'il nomme le « patrimoine narratif » (*Erzählgut*), étaient ancrés dans la topo-

graphie. Bellwald se réfère ici aux travaux de Paul Connerton⁶:

Paul Connerton a analysé les manifestations de la mémoire individuelle et collective sous l'angle de la corporéité et il a découvert que les rites, la communication non verbale, les gestes, les actes et les cérémonies transmettent des images et un savoir sur des événements du passé à la manière d'une « bodily social memory » [c'est-à-dire d'une mémoire sociale acquise par le corps]. Dans le cas du souvenir de 1798/1799, on a moins affaire à des actes ritualisés ou à des situations formalisées qu'à des éléments matériels et permanents. Si l'on combine des témoins matériels avec un contact direct, le vécu se rapportant à des lieux et des objets de mémoire et l'interaction sociale se renforcent mutuellement pour former un moment de souvenir particulièrement intense. Alors qu'ils étaient occupés à garder le bétail, faire les foin ou qu'ils vquaient à d'autres travaux agricoles, les indigènes rencontraient constamment des cachettes.

La contribution de Werner Bellwald démontre donc qu'existent également des lieux d'une mémoire quotidienne – et en quelque sorte



Le Gros-Bellet et son cheval, par André Vassaux, à Monthey depuis 1968 (Photo : Musée cantonal d'histoire, Sion ; J.-Y. Glassey 1997)

5 KORFF 1991, pp. 163-176 et p. 170.

6 BELLWALD 1998, pp. 221-251 et p. 236.

spontanée – et que, pour la mémoire d’une collectivité, ils peuvent être plus prégnants que les monuments officiels.

LA FÊTE DE FINGES DE 1899

Les monuments – qu’ils soient officiels ou non – ne portent généralement pas leur message historique en eux-mêmes. A chaque fois, c’est le contexte historique dans lequel ces lieux de mémoire sont nés qui reste déterminant. Les questions suivantes sont alors importantes : qui a créé ces monuments ? dans quel but ? et dans quel environnement intellectuel ?⁷ Eclairons cette problématique à la lumière du cas du Monument de Finges.



Carton-souvenir de la Fête de Finges de 1899, page titre
(Musée cantonal d’histoire, Sion)

Ce qu’on appelle le Monument de Finges est le signe le plus marquant qui rappelle aujourd’hui en Valais les événements de 1798-1799. Il a été érigé en 1899, à l’occasion d’une fête commémorant le centenaire de la bataille de Finges. Cette Fête de Finges représente une sorte de point de cristallisation pour l’historiographie haut-valaisanne par rapport à la Révolution, – ou par rapport à l’Epoque des Français, comme cette période est désignée dans le Haut-Valais aujourd’hui encore.

La fête elle-même se déroula *grosso modo* de la façon suivante⁸ : Après l’arrivée du cortège sur le lieu des festivités, les différents groupes prennent les places qui leur sont assignées. Selon les comptes rendus de la presse, de dix à douze mille personnes entourent le monument et l’autel de campagne, dont l’arrière-plan est constitué par une « forteresse de drapeaux » (*Fahnenburg*) de deux cent trois bannières. La célébration commence par la grand-messe. Depuis les degrés du monument, le curé Brindlen de Glis et le chanoine Bagnoud prononcent chacun une homélie solennelle, l’une en allemand, l’autre en français. Suivent le discours du Conseiller national Alfred Perrig et la remise du monument au Gouvernement cantonal valaisan. Au nom de ce dernier, le Président du Conseil d’Etat Henri de Torrenté accepte officiellement ce don. Après les discours officiels, on entonne l’hymne *Walliser Freiheitslied* (le Chant de la liberté valaisanne). Puis l’assistance prend place pour une collation. La foule, éparpillée tout alentour, est divertie par les interventions spontanées des sociétés de musique. Le banquet des hôtes d’honneur, quant à lui, est émaillé de nombreux toasts. Si l’on en croit les journaux, l’ensemble de la fête offrit un spectacle difficile à surpasser de par l’ambiance qui y régna et de par l’éclat des couleurs.

La Fête de Finges fournit, en abondance, les indices d’une culture festive de manière comparable à ce qui se pratique ailleurs, en Suisse ou en Europe, à la fin du XIX^e siècle : les cloches sonnées dès la veille, des décors

7 Pour le contexte des monuments bas-valaisans, voir MOULIN 1998.

8 Pour une description détaillée : voir ANTONIETTI 1998, pp. 275-293. Informations et documents sur la fête : Archives de la Société d’histoire du Haut-Valais, Brigue, numéro d’archivage W 4 « Pfyffeier » ; *Blätter aus der Walliser Geschichte*, vol. II, 1901, pp. VIII-X et pp. 278-304.

constitués de drapeaux avec toute une architecture festive, un cortège officiel, des discours patriotiques, un office divin avec ses homélies solennelles, un monument en pierre avec son épigraphe et sa croix, des médailles, des carnets de fête et une brochure commémorative, un hymne composé expressément pour l'occasion, l'exaltation collective – tout cela renvoie à une tradition festive qui s'est développée à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Si la manifestation a connu un formidable succès public, elle doit sa genèse et sa réalisation à un groupe relativement petit de personnes. L'initiative émane de représentants de la Société d'histoire du Haut-Valais. Celle-ci fait également figure d'organisateur officiel de la manifestation. A l'époque de la Fête de Finges, elle est dominée par des membres du clergé et par des descendants des familles patriciennes. Un compte rendu de l'assemblée annuelle de 1899 à Loèche dénombre les «32 Messieurs, tous prêtres ou juristes» qui y auraient participé. Le promoteur et «l'âme véritable de l'entreprise», c'est Dionys Imesch. Celui-ci a donné la première impulsion à la fête et, pour l'essentiel, c'est aussi lui qui l'organise. Né en 1868, Imesch est d'abord professeur au Collège de Brigue, puis curé de Naters et, à partir de 1917, chanoine de Sion. Outre son activité d'enseignant et de prêtre, il s'occupe intensément de recherches historiques en Valais. Il est d'ailleurs secrétaire, puis trésorier et finalement président (de 1900 à 1945) de la Société d'histoire du Haut-Valais. Dans son double rôle de prêtre et d'historien, Dionys Imesch personifie le dessein fondamental de la manifestation : un événement obtient une nouvelle légitimation historique et, simultanément, se voit conférer une sorte de dignité sacrée.

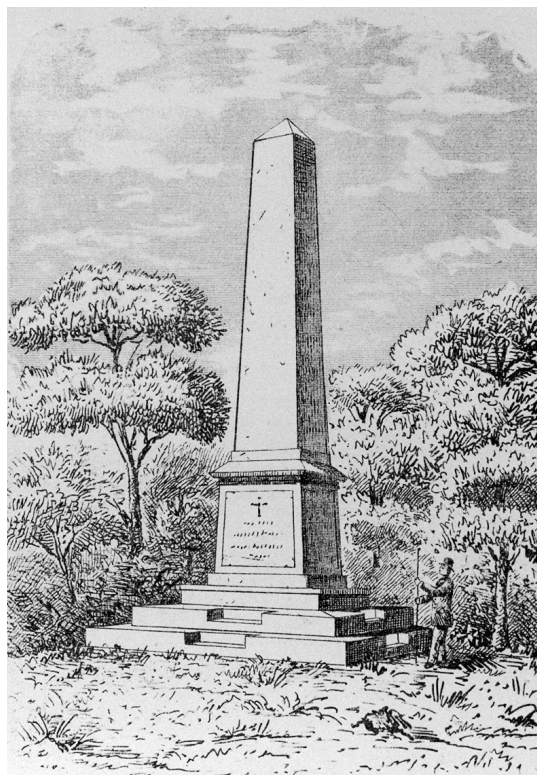
LE MESSAGE DE LA FÊTE DE FINGES

Gottfried Korff parle, au sujet de la mémoire, d'un «passé réveillé à dessein pour remplir une

fonction⁹». Il s'agirait, pour la culture commémorative politique et publique, d'«extraire du passé des impulsions qui orientent et interprètent le présent». Ainsi, des événements historiques sont préparés, de cas en cas, pour le souvenir public en fonction des besoins et des circonstances. Sont à l'ordre du jour, à la fin du XIX^e siècle, d'une part un goût pour une écriture héroïque de l'histoire, d'autre part un effort du catholicisme suisse visant à sortir de la position défensive où le libéralisme l'a cantonné.

Dans ce contexte, la bataille de Finges offre un objet de commémoration idéal. Quoique le choix de la résistance armée contre les Français ait débouché sur une défaite et que des

■
9 KORFF 1991, p. 164.



Le Monument de Finges, lithographie au dos du carton-souvenir de la Fête de Finges de 1899
(Musée cantonal d'histoire, Sion)



contemporains renommés l'aient qualifié d'irraisonnable, l'événement se prête bien, à de multiples égards, à la « mise à contribution du passé pour la politique du présent et du futur¹⁰ ». On focalise la commémoration sur un événement isolé du reste de l'époque. Cet élément est associé à une image claire et sans équivoque dans la tradition orale; cent ans plus tard, il peut encore susciter de fortes émotions dans la population haut-valaisanne. Par une reconstitution de l'histoire autour d'un unique événement, on peut réinterpréter toute une époque, et on réoriente la manière de la concevoir. Il s'agit en outre d'une sorte de réconciliation avec le peuple. En effet, ce dernier, en 1798 et 1799, ne s'est pas seulement révolté contre la force d'occupation française, mais aussi contre ses propres autorités, qui s'étaient entendues avec l'occupant et, du coup, avaient tenté de détourner les insurgés de leur projet. Et puis la moindre fonction de la fête n'est pas de faire oublier que, lors des soi-disant « combats pour la liberté », des Valaisans firent face à d'autres Valaisans.

La focalisation sur 1798-1799 n'occulte pas seulement l'histoire des XVII^e et XVIII^e siècles. Par un rapprochement artificiel et sans transition entre 1799 et 1899, c'est le XIX^e siècle qui est effacé, y compris certains développements douloureux pour les conservateurs et les graves conflits qui divisèrent le canton. De plus, l'élite conservatrice au pouvoir, déjà dans la minorité sur le plan suisse, se voit placée devant un nouveau défi sur ses propres terres, de par l'industrialisation qui s'introduit en Valais en cette fin du XIX^e siècle.

Le message central de tous les discours et de toutes les publications – comme le signifie l'épigraphie en latin inscrite sur le monument – est « pour Dieu et la Patrie ». La religion et le pays sont alors conçus comme un tout homogène, ainsi que le précisait déjà « l'appel au peuple valaisan » qui invitait à participer à la Fête de Finges :

Alors que notre patrie [le Valais] a été pendant des siècles un pays libre et indépen-

dant et qu'il a pu vivre sans entraves dans sa foi catholique, soudain foi et liberté, religion et patrie ont été remises en cause.

Cette mise en équivalence de l'appartenance politique à un pays avec une confession religieuse a pour but d'ancrer la religion dans la conscience ethnique et nationale de la population. Un autre leitmotiv des discours est le sacrifice de sa vie (*der Opfertod*). Ceux qui sont morts dans la bataille deviennent des martyrs, également dans l'acception religieuse du terme, puisqu'ils sont allés jusqu'au trépas pour la cause de la Foi.

L'enjeu n'est pas tant alors la commémoration d'un événement historique, mais plutôt la célébration de l'honneur militaire. En fait, le comportement des insurgés de Finges est détaché de son arrière-plan historique et devient une valeur intemporelle mise à la disposition des sollicitations du moment. Avec des notions telles que « l'honneur du soldat » (*Soldatenehre*) ou « la disposition au sacrifice » (*Opferbereitschaft*), une histoire contradictoire est réduite à des idéaux guerriers; le verdict historique est ainsi escamoté.

Cette réduction poursuit un objectif complémentaire: mythifiée, la bataille perdue est censée désormais se transformer en quasi-victoire. Le message est clair: « Il ne doit [...] y avoir eu aucun aveuglement, ce ne doit pas avoir été en vain¹¹ ». La mort sur le champ de bataille a ici un sens parce qu'elle a été subie au service d'une plus haute cause.

UN LIEU D'HISTOIRE

Comme il l'a déjà été dit en introduction, quant à la conception que la masse de la population se fait de l'histoire, c'est la dimension esthétique de l'expérience historique et de sa communication qui est d'une importance décisive. Par ailleurs, les conditions et les exigences politiques et sociales présentes à une époque donnée ont une influence sur la manière dont le passé est perçu. Autrement dit, à chaque

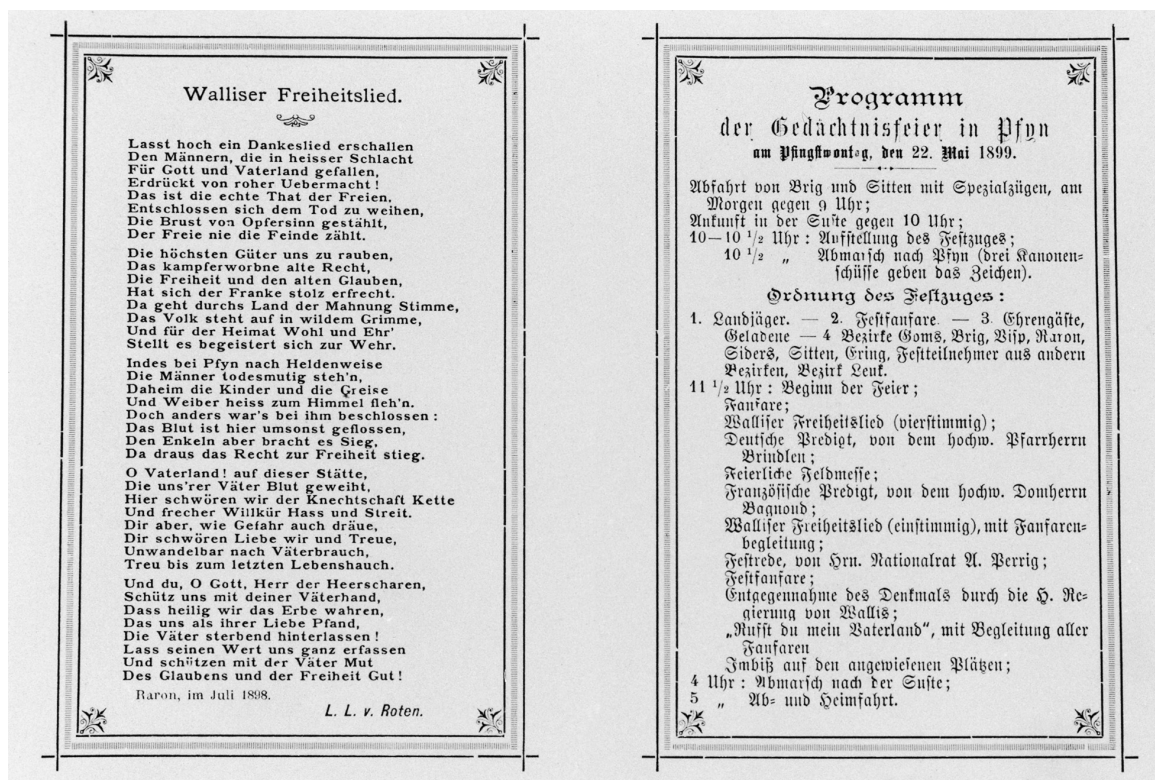
10 SCHLOER 1988, p. 132.

11 *Idem*, p. 135.

fois, les questions et les problèmes du temps présent déterminent le choix des événements historiques à commémorer, mais aussi leur interprétation et leur réception.

Lors de la Fête de Finges, l'enjeu primordial était la consolidation ritualisée d'une vision du monde portant le sceau de la religion et qu'on supposait menacée. Par l'intermédiaire d'une cérémonie officielle, d'un monument et d'une publication spéciale, un souvenir devenu vague, en train d'échapper graduellement à la tradition orale, doit être coulé dans le moule solide de l'historiographie officielle. L'intention ainsi poursuivie est, en premier lieu, de nature politique: une identité était remise en question, celle qui était édifiée sur

un catholicisme militant, sur la vertu militaire et sur l'honneur viril; sous la devise «pour Dieu et la Patrie», tous sont censés se rassembler derrière une même idéologie unitaire. De fait, ce n'est pas seulement à une entente entre le peuple et les autorités qu'on aspire. A une époque où l'ancienne société paysanne commence à se dissoudre, avec ses intérêts communs et sa conception uniforme du monde, il s'agit bien plus de rassembler tout le peuple derrière une sorte de nationalisme valaisan. A l'inverse notamment du monument de la Planta à Sion – lequel symbolise l'intégration du Valais à une plus grande entité politique –, le Monument de Finges représente des valeurs qui passent aujourd'hui pour périmées. Il est



«Walliser Freiheitslied» et programme des festivités, reproduits sur le carton-souvenir de la Fête de Finges de 1899 (Musée cantonal d'histoire, Sion)

le symbole d'un nationalisme haut-valaisan, lequel reposait sur une mise en équivalence de l'appartenance politique à un Etat avec une confession religieuse particulière et se construisait sur une volonté d'isolement et sur la figure de l'ennemi extérieur, en l'occurrence la France. Le Monument de Finges doit donc son existence à une auto-représentation qui n'est plus partagée par la société contemporaine. C'est pourquoi il est vidé de son contenu et a perdu sa fonction de reproduction identitaire; par conséquent, il est devenu un corps étranger dans le Valais d'aujourd'hui. Finges est peut-être encore un lieu d'histoire, mais certainement plus un lieu de mémoire.

A l'aide du cas du Monument de Finges, il s'est agi ici de mettre en évidence le fait suivant: un monument a, en règle générale, plus de lien avec la période pendant laquelle il a été élevé qu'avec le passé auquel il est censé renvoyer. Un monument doit être remis en question de temps en temps quant à sa signification du moment. Par conséquent, ceci ne vaut pas que pour le Monument de Finges, mais devrait valoir aussi, entre autres, pour les monuments et les plaques qui célèbrent le souvenir du Gros-Bellet...

(Traduction: Maurice de Torrenté)

T. ANTONIETTI, «La Fête de Finges de 1899», in *1798: La révolution en Valais*, Musée cantonal d'histoire, Sion 1998.

ANTONIETTI 1998

M. AUGÉ, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, 1992.

AUGÉ 1992

W. BELLWALD, «*C'est les Français qui y ont mis le feu..!* L'invasion des troupes francophones en 1798/1799 dans la mémoire collective ainsi que dans les lieux et les objets de mémoire», in *1798: La révolution en Valais*, Musée cantonal d'histoire, Sion, 1998.

BELLWALD 1998

G. KORFF, «Bemerkungen zur öffentlichen Erinnerungskultur», in B. BOENISCH-BREDNICH et al., *Erinnern und Vergessen. Vorträge des 27. Deutschen Volkskundekongresses*, Göttingen, 1991.

KORFF 1991

A. MOULIN, «Souvenir de la révolution. Les commémorations dans le Bas-Valais», in *1798: La révolution en Valais*, Musée cantonal d'histoire, Sion, 1998.

MOULIN 1998

P. NORA, *Les lieux de mémoire*, vol 1, Paris, 1984.

NORA 1984

J. SCHLOER, «Krieg ohne Krieger – Krieger ohne Krieg», in *Der Krieg in den Köpfen*, Tübingen, 1988.

SCHLOER 1988

Archives

Archives de la Société d'histoire du Haut-Valais, Brigue, W4, «Pfyffeier».

LE GRAND-CONSEIL

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON DU VALAIS,

SUR LA PROPOSITION DU CONSEIL D'ÉTAT;

Considérant que les circonstances du temps exigent d'assurer par des mesures spéciales le maintien de l'ordre public, l'exécution des lois et l'obéissance à l'autorité légitime:

D É C R È T E :

ART. 1. Toute personne qui se permettrait d'agir par écrit, par des propos séditieux, par des chants révolutionnaires, comme la *Marseillaise* et autres, ou par des actes, contre les décisions ou mesures prises par le Grand-Conseil; celui qui se soustrairait à ses devoirs militaires sans motifs suffisants, sera puni par les tribunaux compétents, selon l'exigence du cas, ou comme séditieux ou comme traître à la patrie.

ART. 2. Sera aussi puni comme traître à la patrie celui qui se sera mis en relation avec l'ennemi, soit par correspondance, soit par signaux ou autrement.

ART. 3. Les fonctionnaires publics et la gend'armérie sont spécialement chargés de dénoncer aux tribunaux compétents les individus qui commettraient l'un des délits prévus par le présent décret. Ils sont de plus chargés d'informer le Conseil d'État de tout ce qui pourrait compromettre la sûreté du Canton.

Donné en Grand-Conseil, à Sion, le 14 octobre 1847.

LE VICE-PRÉSIDENT DU GRAND-CONSEIL:

CHARLES BOVIER.

LES SECRÉTAIRES:

C. de Werra. C. H. Nuten.

LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU VALAIS

Ordonne la publication du présent décret dans toutes les communes du Canton, pour le premier dimanche après sa réception.

Donné en Conseil d'État, à Sion, le 15 octobre 1847.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT:

Jg. Ben-Huffinen.

Le secrétaire d'État:

A. Alliet.

■
Texte lu au banquet
du 25 septembre